

Subvention aux écoles pour acquérir des moyens de prévention

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5227 - Ven. 20 - Sam. 21 novembre 2020 - Prix : 10 DA

1103 cas et 15 décès en 24 heures

Nouveau record de contaminations

Page 2

Le Président français souhaite que «la transition réussisse» en Algérie

Emmanuel Macron salue le «courage» du Président Tebboune

Page 2

Aux Etats-Unis la bataille postélectorale s'envenime

Par Mohamed Habili

Cela fera bientôt trois semaines que la présidentielle américaine s'est tenue, et rien qui annonce de la part de Donald Trump une reconnaissance prochaine de sa défaite devant Joe Biden. Bien au contraire, le président sortant, par la bouche notamment de son avocat personnel Rudy Giuliani, l'ancien maire de New York, crie plus que jamais à la fraude massive dont il aurait été victime dans la foulée du scrutin du 3 novembre. La longue et singulière conférence de presse de Giuliani d'il y a trois jours, où pour la première fois Joe Biden a été décrit non plus seulement comme le bénéficiaire mais comme le chef d'orchestre de la fraude, ne laisse aucun doute quant au fait que cette reconnaissance n'aura pas lieu. Il n'y aura pas la traditionnelle passation de pouvoir entre l'ancienne administration et la nouvelle. Pas même selon toute apparence une simple rencontre entre Trump et Biden, comme il avait pu y en avoir une entre Obama et Trump, qui pourtant ne débordaient pas de sympathie l'un pour l'autre. En fait, on ne sait même pas ce qui se passera d'ici le 20 janvier, le dernier jour de Trump à la Maison-Blanche. Bien que les premières actions en justice contre la fraude aient tourné court, on ne peut préjuger de la suite.

Suite en page 3

Pour intensifier le dépistage à travers le territoire national

Lotfi Benbahmed : «L'Algérie produira bientôt des réactifs PCR»



Ph.D. R.

Afin d'augmenter la capacité de dépistage de l'Institut Pasteur et réduire la facture d'importation de ce produit, l'Algérie se lancera dans la production de réactifs pour PCR, «dans deux à trois semaines». Page 2

La crainte d'inondations persiste

Retour des pluies, sommes-nous prêts ?

Page 3

Tizi Ouzou/Hôpitaux

Plus du tiers des lits occupés par des malades Covid-19

Page 4

Reconfinement à Béjaïa

Les gens plus vigilants que d'habitude

Page 4

Pour intensifier le dépistage à travers le territoire national

Lotfi Benbahmed : «L'Algérie produira bientôt des réactifs PCR»

■ Afin d'augmenter la capacité de dépistage de l'Institut Pasteur et réduire la facture d'importation de ce produit, l'Algérie se lancera dans la production de réactifs pour PCR, «dans deux à trois semaines».

Par Louisa Ait Ramdane

C'est le ministre délégué à l'Industrie pharmaceutique, Lotfi Benbahmed,

Le Président français souhaite que «la transition réussisse» en Algérie
Emmanuel Macron salue le «courage» du Président Tebboune

LE PRÉSIDENT français, Emmanuel Macron, a déclaré, dans un entretien publié hier par le journal français «Jeune Afrique», qu'il ferait «tout» pour «aider» le Président algérien Abdelmadjid Tebboune, qui est «courageux», afin que «la transition réussisse» en Algérie. «Je vous le dis franchement : je ferai tout ce qui est en mon possible pour aider le Président Tebboune dans cette période de transition. Il est courageux», déclare le chef de l'Etat. Mais, ajoute-t-il, «on ne change pas un pays, des institutions et des structures de pouvoir en quelques mois». «Il y a eu un mouvement révolutionnaire, qui est toujours là, sous une forme différente. Il y a aussi une volonté de stabilité, en particulier dans la part la plus rurale de l'Algérie. Il faut tout faire pour que cette transition réussisse. Mais il y a un facteur temps important», explique Emmanuel Macron, interrogé sur le mouvement de contestation populaire «Hirak». «Il y a aussi des choses qui ne sont pas dans nos standards et que nous aimerions voir évoluer», précise-t-il, sans détailler. Il affirme avoir «chaque fois, un dialogue de vérité avec le Président» mais «je ne suis jamais dans l'invective ni dans la posture du donneur de leçon. L'Algérie est un grand pays. L'Afrique ne peut pas réussir sans que l'Algérie réussisse». Interrogé sur son attitude vis-à-vis du «défi mémoriel» posé par la guerre d'Algérie, Emmanuel Macron affirme que «la France a fait énormément de gestes» et que l'important est de «mener un travail historique et réconcilier les mémoires» plutôt que de «s'excuser». «Au fond, nous nous sommes enfermés dans une espèce de balancier entre deux postures : l'excuse et la repentance, d'une part, le déni et la fierté de l'autre. Moi, j'ai envie d'être dans la vérité et la réconciliation, et le Président Tebboune a exprimé sa volonté de faire de même», ajoute-t-il, en rappelant que l'historien Benjamin Stora doit lui remettre en décembre un rapport sur cette question. **M. L.**

qui l'annonce sur les ondes de la Radio Chaîne 3, précisant que «50 000 tests seront produits par jour dans le but d'intensifier le dépistage à travers le territoire national». Une hausse de la demande des tests PCR en raison de l'augmentation des cas de contamination au Covid-19 a été enregistrée ces derniers jours. La perturbation dans l'acquisition de ce produit au niveau de quelques annexes de l'IPA, avait empêché ces dernières, déployées au niveau national, de satisfaire cette demande. L'entrée en service de cette unité de production permettra à la fois d'augmenter la capacité de dépistage de l'Institut Pasteur et de réduire la facture d'importation de ce produit. Interrogé sur les raisons de ces perturbations, le DG de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA), D' Derrar, a reconnu que «l'acquisition de ces produits ne se fait pas parfois à la cadence voulue», imputant cette situation à des «contraintes propres aux usines», promettant «moins de problèmes à l'avenir». S'agissant des retards constatés dans le rendu des tests PCR, il a tout autant admis des «soutis techniques qui empêchent parfois certaines annexes d'envoyer le jour-même les résultats en question», assurant, néanmoins, que «pour les cas urgents, ils sont remis le jour J ou n'excédant pas les 48 heures».

Benbouzid : l'Algérie se prépare à acquérir le vaccin quel qu'en soit le prix

Abderrahmane Benbouzid, ministre de la Santé, rassure et s'engage à «tout mettre en œuvre pour se procurer ce vaccin, dès sa commercialisation, et ce, peu importe son prix». Le nombre des contaminations reste au-dessus de la barre des 1 000 cas en Algérie. Pour tenter de sauver l'humanité de ce virulent virus, plusieurs laboratoires et sociétés pharmaceutiques tentent de trouver le vaccin miracle, tels que l'américain Pfizer, ou encore AstraZeneca l'anglaise.

Selon Benbouzid, l'Algérie a déjà entamé «les procédures pour l'acquisition du vaccin dès qu'il sera prêt». Il affirme, dans ce sens, que son département «ne ménage aucun effort pour l'acquisition du vaccin», tout en révélant la tenue d'une série de rencontres avec les ambassadeurs et les responsables de laboratoires pharmaceutiques internationaux, depuis déjà quelques semaines. Le ministre a précisé que «l'Algérie n'importera aucun vaccin dont l'innocuité et l'efficacité ne sont pas assurées dans le pays producteurs». Le ministère a déjà «défini une stratégie nationale relative à l'utilisation du vaccin une fois importé et les catégories



Ph.D. R.

de la population devant être vaccinées», a-t-il précisé en marge d'une rencontre à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de lutte contre la résistance aux antimicrobiens. Le Comité scientifique avait défini une stratégie nationale sur l'utilisation du vaccin une fois importé et les catégories devant être vaccinées, a affirmé pour sa part le ministre délégué chargé de la Réforme hospitalière, Ismail Mesbah.

De son côté, le directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA), le D' Fawzi Derrar, a néanmoins tenu à rassurer que «l'important pour nous, c'est d'avoir les premiers vaccins pour l'ensemble de la population, en priorisant les personnes à risque, à savoir les blouses blanches, les personnes âgées ainsi que les malades chroniques», rappelant «l'engagement de l'Algérie à acquérir ce produit au moindre coût» grâce au système Covax englobant plus de 170 pays. Tout en notant que «la priorité pour l'Algérie est la garantie par rapport à la sécurisation de l'approvisionnement», D' Derrar a fait savoir, à ce propos, la possibilité d'acquérir le vaccin «directement auprès d'autres fournisseurs, en même temps que le dispositif Covax». S'agissant du délai de disponibilité, l'hôte de la Radio nationale a indiqué, se référant aux prévisions de l'OMS, que les premières doses du vaccin en question «pourraient être disponibles en milieu de l'année prochaine».

Prévenir sur l'usage anarchique des antibiotiques

Par ailleurs, Abderrahmane Benbouzid a prévenu des dangers liés à l'usage anarchique des antibiotiques en ces temps d'épidémie de coronavirus. «La prise anarchique d'antibiotiques pourrait compliquer la situation

sanitaire en favorisant la propagation des virus et des microbes», a-t-il expliqué, précisant que l'utilisation excessive pourrait engendrer une résistance aux antimicrobiens avec pour conséquence l'augmentation du coût des soins de santé pour les familles algériennes. Pour ce qui est des personnes contaminées soumises au scanner à défaut d'analyses PCR qui ne sont pas incluses dans les résultats annoncés quotidiennement, Benbouzid a expliqué que le PCR demeure «le meilleur moyen pour le dépistage du virus, vu qu'il s'agit d'une méthode basée sur la multiplication sélective de séquences ADN, alors que le scanner ne donne pas des résultats fiables à 100 %».

S'agissant de la pression qui pèse sur certains hôpitaux du pays, notamment pour ce qui est du nombre de lits, le ministre a annoncé «la mobilisation d'équipes et de commissions au niveau du ministère qui examinent quotidiennement la situation pour assurer une bonne gestion», révélant «la préparation de dispositifs d'hôpitaux mobiles, en cas de nécessité».

La commande du vaccin antigrippal réceptionnée à la fin de semaine prochaine

Le reste de la quantité commandée de vaccin antigrippal, estimée à 800 000 doses, sera réceptionné à la fin de semaine prochaine, affirme le D' Fawzi Derrar, DG de l'Institut Pasteur

d'Algérie (IPA). Invité, de l'émission «La Matinale», de la Chaîne 2 de la Radio algérienne, il a indiqué que «sur une commande globale de 1,8 million de doses de vaccin antigrippal, nous avons reçu jusque-là 1 million. Nous devrions réceptionner la plus grande partie de ce qui reste à partir de lundi prochain, et la totalité des 800 000 doses à la fin de la semaine prochaine». Tout en précisant que les doses réceptionnées ont été distribuées essentiellement aux établissements publics de santé ainsi qu'à quelques grossistes, l'intervenant a tenu à rappeler que ce produit pharmaceutique «protège des complications de la grippe saisonnière chez les sujets à risque», à savoir les personnes âgées ainsi que les malades chroniques. «Lorsque ces derniers ne développeront pas de formes graves de la grippe, ils n'iront pas aux hôpitaux et soulageront, de la sorte, ces structures déjà soumises à une pression en raison de la recrudescence de la pandémie de Covid-19», a-t-il observé. Interpellé sur la courbe ascendante des contaminations, il a estimé que celle-ci était «prévisible et qu'il ne faut pas s'attendre à un retour en arrière, car c'est le propre des virus respiratoires d'évoluer en 2° ou 3° vagues», rappelant que «l'hiver peut être propice à cette hausse observée depuis quelques jours».

Fourar : «La situation est de plus en plus difficile»

Selon le Docteur Djamel Fourar, porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'épidémie de coronavirus, «la situation est de plus en plus difficile. Le citoyen doit jouer un rôle essentiel dans le cadre de la riposte nationale. Il doit prendre en compte les mesures barrières et surtout le port du masque obligatoire en toutes circonstances pour arrêter la transmission du virus», a-t-il dit sur les ondes de la Chaîne 3. Concernant le dépistage, il a assuré qu'«actuellement, nous dépassons les cinquante laboratoires (publics et privés) et le nombre de tests est en train d'augmenter. Maintenant, en dehors des PCR, il y a l'avènement des tests antigéniques qui vont apporter un plus en termes de diagnostic et de dépistage», a-t-il noté.

L. A. R.

1103 cas et 15 décès en 24 heures
Nouveau record de contaminations

L'ALGÉRIE a enregistré 15 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, trois cas de moins qu'hier (18), portant à 2 239 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar. Le nombre de contaminations a connu une nouvelle hausse, avec 1103 cas, soit 80 cas de plus par rapport au bilan d'hier (1023), pour atteindre au total 72 755 cas confirmés. **R. N.**

Ministère de l'Education nationale

Subvention aux écoles pour acquérir des moyens de prévention

■ Suite à la hausse des cas de contamination enregistrée dans les différents établissements éducatifs du pays et les syndicats du secteur qui déplorent le manque de moyens face au Covid-19, le ministère de l'Education nationale a annoncé l'allocation d'une subvention exceptionnelle aux établissements scolaires pour l'acquisition des moyens de prévention et de protection contre la propagation du coronavirus.

Par Thinhinene Khouchi

«**E**nfîn !» Telle est la réaction des parents d'élèves et des syndicats de l'Education qui n'ont cessé, depuis la rentrée scolaire, de dénoncer et déplorer le manque de moyens de protection, faute de finances nécessaires. En effet, dans une instruction adressée aux directeurs de l'Education à travers les wilayas du pays, le ministère de l'Education nationale a annoncé l'allocation d'une subvention exceptionnelle aux établissements scolaires pour l'acquisition des moyens de prévention et de protection contre la propagation du coronavirus, informant qu'elle sera affectée dans le cadre de l'exercice budgétaire de l'année 2020 et sera consacrée à l'achat des moyens de prévention contre la propagation du Covid-19, tels que le thermomètre frontal, le gel hydro-alcoolique, les masques et autres, indiqués dans le protocole sanitaire. Cette décision intervient suite aux appels et alertes des parents d'élèves et des responsables des établissements scolaires liées à l'absence de ces moyens préventifs contre la propagation du coronavirus en raison de l'indisponibilité de financement. De leur côté, les syndicats du secteur de l'Education n'ont eu de cesse, eux aussi, d'alerter sur les dangers que représente le non-respect du protocole sanitaire Covid-19, en l'absence des moyens de pro-



PH/D.R.

tection faute de finances nécessaires. En effet, le Conseil des lycées d'Algérie (CLA) avait averti sur la situation catastrophique que vivent, aujourd'hui, les différents établissements éducatifs en raison de la propagation rapide du Covid-19 engendrée par «une gestion négative de la situation et l'absence presque complète, dans la plupart des écoles, des matériels et moyens mentionnés dans le protocole sanitaire, notamment les thermomètres, les gels désinfectants, le matériel de nettoyage», a-t-il indiqué dans un communiqué publié sur sa page Facebook, assurant que «les rapports des wilayas ont révélé que le protocole n'est que de l'encre sur du papier». De son côté, le secrétaire général du Satf (Syndicat autonome des

travailleurs de l'éducation et de la formation), Boualem Amoura, a affirmé que «des établissements scolaires de plusieurs wilayas sont touchés par le Covid-19, dont Blida, Djelfa, Alger, Bouira et Tizi-Ouzou». Ce syndicaliste dénonce «le manque de moyens» pour faire face à l'épidémie, indiquant : «Je vous assure qu'à l'heure où je vous parle, il y a des écoles qui ne disposent même pas d'eau. Que dire alors du gel hydro-alcoolique !», regrettant que «rien n'a changé en termes de moyens. On travaille dans les mêmes conditions que celles de l'année dernière». Même version chez Messaoud Boudiba, porte-parole du Conseil national autonome du personnel de l'Education du secondaire et

technique (Cnapeste) qui, dans une déclaration, a estimé que «l'application du protocole sanitaire exige des moyens colossaux». «On travaille avec des moyens dérisoires et cela ne peut pas durer longtemps», a-t-il alerté, soutenant que cette situation «prouve qu'il n'y a pas eu de plan pour faire face à l'épidémie». Enfin, vu l'absence des moyens de prévention, Malek, père de deux garçons, témoigne : «Mon fils me raconte qu'à l'école il ne leur est même pas exigé de porter la bavette quand on ne l'a pas et que le gel hydro-alcoolique est indisponible», ajoutant : «Si la situation reste en l'état, je préfère garder mes enfants à la maison».

T. K.

La crainte d'inondations persiste Retour des pluies, sommes-nous prêts ?

La pluie est de retour au grand bonheur des agriculteurs, mais aussi des simples citoyens qui craignent les effets néfastes d'une sécheresse. Les précipitations annoncées suscitent toutefois des appréhensions pour de nombreux habitants, pour lesquels les intempéries sont synonymes de catastrophes. Le souvenir des dernières pluies qu'a connues le nord du pays, début septembre, reste indélébile. En quelques heures, des cités entières, des routes et des habitations ont été submergées et d'importants dégâts enregistrés. Des familles ont vécu le cauchemar et le pire a été évité de justesse. Suite à quoi, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné à la DGSN d'ouvrir une enquête «sur les causes de l'élevation anormale du niveau des eaux enregistrée dans certaines routes et trémies dans le pays». De nombreux facteurs pourraient être à l'origine de cette situation. La malfaçon dans la réalisation de certains ouvrages, sinon une mauvaise conception est à pointer du doigt. D'ailleurs, ce genre de problème est récur-

rent. Le tracé du tramway inondé, des trémies complètement submergées et des routes impraticables à cause du niveau de l'eau, sont des scénarios inévitables à chaque pluie. Le plus étonnant, c'est que même les nouvelles infrastructures ne sont pas épargnées, pourtant conçues pour résister aux aléas de la nature. A cela faut-il ajouter que le casse-tête du curage des réseaux d'évacuation et des avaloirs persiste, malgré tout ce qu'a été dit à ce propos. D'aucuns accusent les autorités locales de ne pas faire leur travail, à savoir celui du nettoyage avant même l'arrivée de la saison d'hiver. Cette année, l'hiver a tardé et un premier avertissement a été émis, ce qui donne suffisamment de temps à des responsables et des élus pour éviter les erreurs du passé. Hier, dans un communiqué, l'Office national de l'assainissement a annoncé «mener une grande campagne de curage des réseaux d'assainissement et des ouvrages annexes à travers toutes ses zones et unités» et ce, dans le cadre de la contribution aux recommandations de la stratégie

nationale de lutte et de prévention contre les inondations. Pour rappel, un bulletin météo spécial (BMS) a été émis par le Centre national de la météorologie, annonçant des pluies, parfois sous forme d'averses orageuses accompagnées localement de chutes de grêle avec des rafales de vent, qui affecteront plusieurs wilayas du Centre et de l'Est du pays à partir de l'après-midi de vendredi (hier) jusqu'à la journée d'aujourd'hui. Les wilayas concernées par cette alerte de niveau orange sont : Alger, Blida, Boumerdes, Tizi Ouzou, Bouira, Bordj Bou Arréridj, Batna, Khenchela, Tébessa et Oum el Bouaghi, où la quantité de pluie estimée varie entre 20 et 30 mm durant la validité de ce BMS qui s'étalera jusqu'à samedi (aujourd'hui) à 15h00. Ces pluies, ajoute ce même BMS, concerneront également les wilayas de Béjaïa, Jijel, Skikda, Annaba, El Tarf, Souk Ahras, Guelma, Constantine, Mila et Sétif, avec des quantités estimées entre 30 et 50 mm et pouvant atteindre ou dépasser localement 60 mm.

Aomar Fekrahe

LA QUESTION DU JOUR

Aux Etats-Unis la bataille postélectorale s'envenime

Suite de la page une

D'autres sont en préparation par l'escouade d'avocats placés sous les ordres de l'ancien maire de New York, dont on ne peut exclure qu'elles aboutissent, pour certaines d'entre elles tout au moins. Or il suffirait qu'une seule obtienne gain de cause pour que la victoire tout de même confortable de Biden s'en trouve non pas nécessairement compromise mais en tout cas écornée. Les républicains se saisiraient de ce cas, aussi limité qu'il soit, pour mettre en doute l'intégrité de l'élection dans son ensemble. Les démocrates croient se garantir contre ce scénario en faisant valoir dès à présent qu'en tout état de cause une ou plusieurs irrégularités isolées, comme il s'en produit toujours, ne sauraient mettre en cause le résultat final de l'élection. Ce n'est pas ainsi que l'entendent leurs adversaires, dont tout indique qu'ils se contenteraient d'un seul cas de fraude avérée pour s'estimer confortés dans leur accusation de fraude massive, et pour vouloir plus que jamais porter l'affaire devant la Cour suprême, où une majorité de juges appartient à leur camp. Dans son étonnante conférence de presse de jeudi dernier, Giuliani a fait état de plusieurs centaines d'attestations sur l'honneur faites par des témoins de la fraude, largement donc de quoi apporter la preuve de celle-ci. Ce que lui et son équipe sont en train de tenter, c'est de faire en sorte que les résultats en faveur de Biden ne soient pas certifiés là où les autorités locales sont républicaines. C'est ainsi que Trump invite à la Maison-Blanche celles du Michigan, dans le but déclaré d'obtenir d'elles qu'elles reviennent sur leur première décision donnant Biden comme le vainqueur. Ses chances ne semblent pas grandes, pour autant elles ne sont pas nulles. Dans la bataille en cours, tout reste possible, bien que la messe semble d'ores et déjà dite. Un retournement de conjoncture n'est pas à exclure, en tout cas d'ici le vote des grands électeurs, fixé pour le 14 décembre. En janvier, deux sénatoriales partielles sont programmées dans l'Etat de Géorgie desquelles dépend la majorité au Sénat. Si elles sont remportées par les républicains, leur défaite à la présidentielle s'en trouvera nettement amoindrie. Leur campagne actuelle visant à délégitimer Biden par avance est faite également dans cette optique.

M. H.

Tizi Ouzou/Hôpitaux

Plus du tiers des lits occupés par des malades Covid-19

■ La Direction de la santé et de la population de Tizi Ouzou a indiqué, jeudi dans un communiqué, que plus de 35 % des capacités d'hospitalisation de la wilaya, estimées à 2 250 lits, sont actuellement occupés par les malades atteints de Covid-19 au nombre, jusqu'à mercredi dernier, de 793 patients.

Par Hamid Messir

Ils sont répartis à travers les 7 Etablissements publics hospitaliers, un CHU et un Etablissement hospitalier spécialisé en gynécologie obstétrique. La DSP de Tizi Ouzou a précisé que «51 % de ces lits sont occupés par des malades hospitalisés dont 45 % pour les patients en réanimation médicale». «Devant la recrudescence des cas confirmés, les services de la DSP ont augmenté la capacité en lits mobilisables qui passe de 793 initialement dédiés pour les cas Covid-19, à 1 000 lits pouvant être mobilisés en cas de besoin et 37 lits de réanimation qui peuvent être optimisés à 54 lits en cas de nécessité», a ajouté la même source. La DSP de Tizi Ouzou a expliqué que dans le cadre de la prise en charge des malades atteints de Covid-19, les consultations de tri et post-Covid sont assurées au niveau des 8 EPSP afin de diminuer la pression exercée sur les hôpitaux, alors qu'un coordinateur référent Covid-19 à travers les établissements assure la coordination avec la cellule de la DSP en matière de régulation dans la gestion du dispositif Covid-19 et principalement les lits dédiés au Covid-19. Un schéma directeur spécial réanimation médicale portant création de pôles pour optimiser l'utilisation des lits de réanimation avec mutualisation de moyens humains et matériels a été adopté par le comité de wilaya. La DSP de Tizi Ouzou, a assuré dans le même communiqué, que les établissements de santé ont été dotés «en moyens supplémentaires pour faire face à la pandémie, notamment en équipements de réanimation, capa-

cité et stockage de l'oxygène et en moyens de protection» et que «cette action permettra d'augmenter la capacité de prise en charge en réanimation qui passera de 37 à 70 lits». S'agissant de la prise en charge du personnel de la santé depuis la crise liée au Covid-19, la même direction a soutenu qu'outre le renforcement des moyens de protection, il a été procédé à «la mobilisation des structures d'hébergement, entièrement équipées, à travers les auberges de jeunes réparties sur le territoire de la wilaya et certaines structures hôtelières qui leurs sont destinées en cas de besoin ou de confinement».

H. M.



Ph/D. R.

Reconfinement à Béjaïa

Les gens plus vigilants que d'habitude

Les axes routiers et les artères de la ville de Béjaïa sont vides à 20h et la majorité des commerces sont fermés dès 15h de l'après-midi depuis l'entrée en vigueur des mesures de reconfinement partiel et la limitation du temps de nombreuses activités commerciales. Ces mesures sont généralement respectées plus que d'habitude par la population et par les commerçants, même si c'est avec une certaine amertume vu les pertes qu'ils auront à subir encore, après celles supportées durant la première vague de la pandémie qui a duré plus de 6 mois. Les citoyens prennent de plus en plus au sérieux cette pandémie, eu égard à la gravité de la situation qui s'est confirmée par le nombre de décès enregistrés ces derniers temps, les échos donnés par les médias et la propagation rapide du virus qui fait

quotidiennement de nombreux malades dans les villes et villages de la région. De nombreuses familles sont touchées et les informations circulent rapidement. Cette situation a conduit les citoyens à changer leur comportement et arrêter le déni de cette maladie virale. Dans les rues, police et gendarmerie ont été mobilisées pour faire respecter l'heure du confinement et le port de la bavette. On retrouve également des camionneurs et automobilistes, détenteurs d'autorisations de circuler, maintenues valables par les autorités concernées. Les citoyens de la wilaya de Béjaïa, déjà suffisamment sensibilisés depuis plusieurs jours sur la multiplication des foyers de la pandémie, restent chez eux. L'activité nocturne est presque nulle. La quasi-totalité des magasins sont fermés. Les gens s'empressent de ren-

trer chez eux avant 20h. Les rues commencent à se vider dès 18h00 ou peu après. Dans les grands centres urbains de la wilaya, tels qu'Amizour, Sidi-Aich, Akbou, Tazmalt, Ouzellaguen, Kherrata, Tichy, Aokas El-Kseur, etc. la situation est la même. A l'exception de quelques récalcitrants parmi la frange juvénile, la majorité des citoyens se conforment sans sourcilier aux règles du confinement et de protection afin de préserver leur santé et celle de leur famille. Le port du masque facial est plus courant ces jours-ci, contrairement aux mois passés et surtout à l'été dernier. Les commerçants sont de plus en plus intransigeants sur la distanciation physique, le port du masque de protection et le nombre de clients qui doivent entrer dans leurs magasins. Des pancartes sont collées sur les

devantures, portes et vitrines, pour indiquer ces mesures et les clients sont même invités à les respecter en cas de nécessité. «La majorité des clients respectent ces consignes ; mais on tombe parfois sur des personnes qui ne prennent pas les choses au sérieux», nous dit un commerçant. Et d'ajouter : «Nous faisons toujours un travail de sensibilisation pour ne pas perdre notre clientèle, d'autant que nous avons subi des pertes les mois passés». Les mesures barrières sont de plus en plus respectées dans la rue. Les gens sont plus vigilants, ils ne se serrent plus la main et se contentent juste de saluer verbalement et sans se rapprocher de leur vis-à-vis. Chacun maintient la distanciation physique nécessaire et les discussions tournent autour de la pandémie et son évolution.

Hocine Cherfa

Recrudescence de l'épidémie Covid-19 à Oran

Nouveau marathon pour les équipes médicales

La recrudescence de la pandémie de Covid-19 à Oran, avec de plus en plus de cas graves, relance les équipes médicales de l'EHU «1^{er}-Novembre» d'Oran et l'hôpital de Haï Nedjma dans un nouveau marathon, marqué par un manque de moyens matériels et humains, de l'avis des experts. Les équipes, déjà épuisées par de longs mois de lutte acharnée contre le «mal invisible», se retrouvent face à une nouvelle vague, avec des dizaines de cas graves. A la crèche de l'EHU «1^{er}-Novembre» d'Oran, transformée en unité Covid-19 depuis le début de pandémie, le paysage est affligeant. La quarantaine de lits réservés aux malades les plus graves sont occupés, et les patients sont transférés au fur et à mesure à l'hôpital de Haï Nedjma. Faute de places, les brancards sont transformés en lits de réanimation, branchés à des bouteilles d'oxygène. Certains sont installés dans les couloirs, en attendant qu'une place se libère au niveau de la crèche ou à l'hôpital de Haï Nedjma. Contrairement

à la situation ayant prévalu au début de la première vague, l'ambiance semble plus sereine aujourd'hui. «La peur a peu à peu cédé la place à une certaine routine», confie la cheffe de l'unité Covid-19 de l'EHU d'Oran, le P^e Dalila Benali. Cette spécialiste n'arrête pas de donner des instructions à son équipe, tout en brochant un tableau de la situation du moment au directeur de l'EHU d'Oran, D^r Mohamed Mansouri, qui a accompagné l'APS dans une visite à l'unité Covid-19 de son établissement, ainsi qu'à l'hôpital de Haï Nedjma, dont la gestion lui a été confiée. Son visage passible laisse transparaître une certaine tristesse. Son regard déterminé ne cache pas complètement son inquiétude. Pourtant, pas de place aux sentiments. «Il y a des vies humaines qui dépendent de nous. Nous n'avons pas vraiment le temps de réfléchir à ce que nous ressentons», dit-elle. L'équipe de l'APS, qui traverse les couloirs des deux étages de la crèche, découvre les malades gisant sur leurs lits. Certains sont

inconscients, branchés à des appareils qui les maintiennent en vie. «Ils sont intubés», explique le D^r Mansouri. Certains sont allongés, l'air épuisé par la maladie. D'autres sont assis et semblent plus en forme que les autres. «Ils sont tous dans un état grave», tranche le P^e Benali, qui explique que seuls les cas présentant des complications respiratoires sont admis à l'unité Covid-19 et l'hôpital de Haï Nedjma. Ceux qui ne sont pas en danger, sont priés de rentrer chez eux pour se confiner et suivre scrupuleusement le traitement adapté à leur cas. Arrivés à l'hôpital de Haï Nedjma, l'équipe médicale entoure le D^r Mansouri et le P^e Benali. Différents besoins sont exprimés : plus de lits, plus de respirateurs, plus de personnels. Le dsirecteur de l'EHU annonce la prochaine réception de 200 lits que la Direction locale de la santé et de la population mettra à la disposition de cet établissement hospitalier. Un bienfaiteur a fait don de 20 respirateurs artificiels, ce qui va permettre de doter cet hôpital du nombre

égal de lits de réanimation. Pour le personnel, les paramédicaux notamment, il va falloir réorganiser la répartition du travail car il sera difficile d'en mobiliser d'autres. Pour l'heure, on estime que les moyens actuels, renforcés au fur et à mesure, suffisent pour prendre en charge le flux des cas Covid-19, mais la crainte de voir le nombre de cas augmenter pour dépasser les moyens existants plane sur les équipes médicales. «Nous ne sommes pas les seuls à vivre cette situation», souligne le D^r Mansouri. «Les plus grands hôpitaux européens se retrouvent dépassés par le flux des malades», ajoute-t-il. Pour le P^e Benali, l'épuisement des équipes constitue une grande préoccupation. «Combien de temps encore peut-on tenir ce rythme ?», s'interroge-t-elle. De son côté, le D^r Mansouri, qui affirme passer ses week-ends à l'hôpital depuis des mois, n'a pas la réponse, mais rappelle qu'il est de son devoir, et celui de tout le corps médical d'ailleurs, de prendre en charge les cas Covid-19.

Omar H.

Afin de stimuler le commerce

L'ONU exhorte l'Afrique à élaborer des règles de concurrence claires pour la Zleca

■ L'ONU a exhorté jeudi l'Afrique à élaborer des règles claires de concurrence et de protection des consommateurs pour la Zone de libre-échange continentale africaine (Zleca) afin de stimuler les échanges.

Par Salem K.

Selon Mukhisa Kituyi, secrétaire général de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), qui s'est exprimé lors d'un forum commercial à Nairobi, l'absence de lois sur la concurrence adéquates conduit à des pratiques de distorsion qui sapent le commerce transfrontalier.

«Nous devons avoir des lois claires sur la concurrence réglementant le commerce transfrontalier afin que les entreprises et le commerce puissent prospérer en Afrique», a-t-il déclaré lors d'un forum commercial sur la Zleca, ajoutant que lorsque les grandes entreprises utilisent les lois sur la concurrence à leur avantage, les



principales victimes sont les petites entreprises.

Il a également noté que les petites et moyennes entreprises

jouent un rôle important sur le continent, car elles offrent l'essentiel des opportunités d'emploi. Le chef de la Cnuced a

encore révélé qu'il y avait actuellement un changement dans les chaînes de valeur mondiales, les entreprises cherchant à s'appro-

visionner auprès de sources locales.

«Ce phénomène a perturbé les entreprises africaines qui avaient trouvé une niche dans l'approvisionnement des chaînes de valeur mondiales», a-t-il noté.

M. Kituyi a par ailleurs estimé que le régime de libre-échange à l'échelle du continent contribuera à la reprise économique de l'Afrique pendant et après la pandémie post-Covid-19.

Il a enfin noté que l'Afrique est la région qui fait le moins de commerce avec elle-même, en raison de sa forte dépendance aux marchés internationaux pour ses produits de base, précisant enfin que jusqu'à 40 % des biens échangés entre les pays africains sont des produits à valeur ajoutée.

S. K.

PM britannique

Johnson annonce un investissement de près de 22 milliards de dollars en quatre ans en matière de défense

Le Premier ministre britannique, Boris Johnson, a annoncé, jeudi, l'investissement le plus important du pays en matière de défense depuis 30 ans : 16,5 milliards de livres sterling supplémentaires (environ 21,9 milliards de dollars américains) en dépenses de défense pour les quatre prochaines années.

Au cours de son discours à la Chambre des Communes (chambre basse du Parlement britannique), M. Johnson a déclaré que le Royaume-Uni devait «améliorer ses capacités dans tous les domaines» pour mettre fin à «l'ère de la retraite» en transformant ses forces armées.

Avec un investissement supplémentaire de 1,5 milliard de livres sterling (environ 2 milliards de dollars) dans la recherche et le développement militaires, le Royaume-Uni va créer un nouveau centre dédié à l'intelligence artificielle et un nouveau commandement spatial capable de lancer la première fusée du pays en 2022, a ajouté M. Johnson.

Dans un communiqué publié précédemment, le 10 Downing Street a expliqué que ce nouvel investissement renforcerait la position du Royaume-Uni en tant que premier contributeur à la défense en Europe et deuxième

de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

«Les bénéfices iront bien au-delà de nos forces armées, car le nouvel investissement permettra également de créer 10 000 emplois chaque année et 40 000

au total», a ajouté le Premier ministre. Selon la BBC, le budget annuel du ministère britannique de la Défense s'élève à environ 40 milliards de livres sterling (environ 53 milliards de dollars), ce qui signifie que 16,5 milliards

sur quatre ans représentent une augmentation annuelle de 10 %.

H. Y.

France

Macron réunit les grands financeurs pour le climat

Le Président français, Emmanuel Macron, a réuni hier, par visioconférence, les représentants d'une trentaine de fonds souverains et de gestionnaires d'actifs internationaux qui ont pris l'engagement de favoriser la finance «verte» face à l'urgence climatique.

Cette réunion est la troisième du groupe de travail «fonds souverains» du «One Planet Summit», lancé à l'initiative du chef de l'Etat français en décembre 2017.

Ce groupe s'est depuis développé puisqu'il compte désormais 33 institutions financières, dont 14 fonds souverains, qui pèsent 30 000 milliards de dollars, soit près de 30 % des fonds gérés dans le monde, selon la Présidence française.

«Ce montant a été multiplié par 10 depuis le départ, ce qui est énorme», et cela démontre qu'un nombre croissant d'acteurs financiers «croient à l'importance de prendre

en compte le climat dans leur politique d'investissements», a souligné l'Elysée.

Ont participé notamment à la visioconférence, les représentants des fonds souverains de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Qatar, de l'Arabie saoudite, de l'Inde, du Sénégal et de plusieurs pays européens comme le Royaume-Uni ou l'Italie.

Parmi les gestionnaires d'actifs, étaient présents Blackrock, Goldman Sachs, BNP Paribas, HSBC, Natixis, Amundi ou UBS.

Avec le «One Planet Summit», Emmanuel Macron a cherché à créer une coalition internationale pour mobiliser le secteur privé face au réchauffement climatique, quelques mois après l'annonce par Donald Trump de la sortie des Etats-Unis de l'Accord de Paris de 2015, dont les cinq ans seront célébrés en décembre.

«La finance sera verte ou ne sera pas. Elle aidera au financement de la transition écolo-

gique ou ne sera pas. Cette nouvelle coalition doit nous permettre financer des projets verts», avait déclaré le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, à l'issue de la précédente réunion du groupe de travail en juillet 2019.

S'ils tirent une part importante de leurs ressources des énergies fossiles, ces fonds s'inquiètent de la rentabilité future de leurs actifs qui sera notamment «impactée» par des réglementations plus contraignantes et la hausse du prix du CO2.

«En intégrant le risque climatique, ils peuvent être plus rentables», avait fait valoir Lawrence Yanovitch, le coordinateur fonds souverains du «One Planet Summit».

Avec cette initiative, Emmanuel Macron cherche aussi à promouvoir les investissements des fonds de pension et des grands gestionnaires d'actifs en France.

Ali N.

USA

Les économistes s'attendent à une croissance lorsque le vaccin Covid-19 sera largement disponible

Les économistes de l'Université de Michigan (UM) s'attendent à un rebond de l'activité économique, à une baisse du chômage et à un retour à une vie «proche de la normale» d'ici la fin de l'année prochaine aux Etats-Unis.

Dans leurs «Perspectives économiques américaines annuelles» publiées jeudi, les économistes de l'UM prévoient que le produit intérieur brut (PIB) réel des Etats-Unis augmentera de 4,2 % en 2021, contre une baisse prévue de 3,6 % en 2020, et que le PIB réel pourrait reve-

nir aux niveaux d'avant la pandémie au cours du second semestre de 2021.

«Nous prévoyons que la vie reviendra à un niveau proche de la normale d'ici le milieu de l'année 2021, en raison de la combinaison d'une prévalence croissante de l'immunité naturelle, de la disponibilité croissante des vaccins, de nouveaux développements dans la gestion et la thérapeutique du Covid-19, et de l'inévitable essoufflement de la pandémie», indique le rapport.

Parmi les autres conclusions et ten-

dances-clés évoquées, le rapport estime que le taux de chômage devrait diminuer lentement et régulièrement, passant de 6,9 % en octobre 2020 à 5,6 % d'ici la fin de 2021 et à 5,1 % d'ici la fin de 2022. Le revenu disponible réel devrait augmenter de 5,6 % en 2020, en raison de la relance financière fédérale massive, le taux hypothécaire conventionnel à taux fixe sur 30 ans pourrait passer de 2,8 % au début de 2021 à 3,1 % d'ici la fin de 2022.

Le rapport s'attend à ce que l'inflation

reste maîtrisée, «compensée par l'important choc de la demande dû à la pandémie». Un taux d'inflation de base excluant l'alimentation et l'énergie devrait rester à 1,8 % en 2021 et à 1,9 % en 2022, soit le même niveau qu'en 2019 et un taux inférieur à l'objectif de 2 % de la Réserve fédérale.

Le rapport est publié quatre fois par an par le séminaire de recherche en économie quantitative du département d'économie de l'UM depuis 1952.

H. N.

Ouverture de la galerie d'art «Rhizome»

L'artiste peintre Bardi expose ses œuvres

■ Un nouvel espace artistique baptisé «Rhizome» s'est ouvert à Alger, proposant aux artistes la possibilité d'exposer leurs œuvres et au public l'opportunité d'admirer différents genres d'art. Il ne s'agit pas seulement d'une galerie d'art, mais d'un espace culturel où tous les arts peuvent se rencontrer. Une galerie, un atelier pour artistes et un espace pour des résidences de création sont ouverts aux artistes et au public. La première exposition organisée dans cet espace met en valeur les dernières toiles de l'artiste peintre Mehdi Djelil, plus connu sous le nom d'artiste «Bardi». Intitulée «Stasis», cette exposition se poursuivra jusqu'au 10 janvier prochain.

Par Abla Selles

Les espaces culturels se multiplient, proposant aux artistes l'opportunité d'exposer leur œuvres, rencontrer le public et créer des canaux de dialogue et d'échange artistique. Parmi les espaces qui ont ouvert leurs portes au public récemment, il y a la galerie d'art «Rhizome». En effet, ce nouvel espace ne dispose pas d'une galerie d'art seulement, mais aussi d'un atelier pour artistes et un lieu pour des résidences de création. C'est un espace culturel par excellence, où les artistes peuvent aller à la rencontre directe du public. C'est aussi un lieu où toutes les écoles d'art et toute créativité artistique sont les bienvenues. D'ailleurs, c'est le but majeur de son ouverture, selon ses responsables.

Situé à la rue Didouche-Mourad, au centre d'Alger, cet espace culturel est doté d'une galerie de 70 m² qui accueille pour son exposition inaugurale les dernières œuvres de l'artiste peintre Mehdi Djelil, plus connu sous le nom d'artiste Bardi. Intitulée «Stasis», l'exposition

propose une rétrospective sur une période qui a marqué le peuple algérien, à savoir la décennie noire. Le visiteur peut découvrir des scènes du quotidien des Algériens durant cette période. Avec des traits épais, l'artiste met la lumière sur des corps démembrés et figures humaines déformées dans «Gouvernant-gouverné». Cette toile grand-format, qui a beaucoup marqué les visiteurs de la galerie, se veut une réflexion sur l'autorité et la dictature. A ce propos, l'artiste explique : «Je tente de faire mon deuil de tous les événements qui ont secoué mon vécu et celui partagé par des milliers d'Algériens par le recours à la dérision et la caricature comme forme artistique pour contourner le passé et magnifier le présent».

A travers les couleurs utilisées et qui varient entre le blanc, bleu et rose, l'artiste lance un message de vie, d'espoir et d'optimisme à un avenir meilleur. Le visiteur peut lire aussi dans les toiles un message de sérénité pour que la vie continue sans violence et sans drames.

Il est à rappeler que Mehdi



Djelil a fait sa formation artistique à l'École supérieure des beaux-arts d'Alger. Depuis 2009, il a entamé une carrière artistique

professionnelle et exposé ses œuvres en Algérie et à l'étranger. Ses œuvres, actuellement présentées au Middle East Institute

(Etats-Unis), ont fait le tour de plusieurs galeries à travers le monde.

A. S.

Journée mondiale des droits de l'enfance

Encourager les études sur la littérature pour enfants

Les participants à une conférence animée, jeudi à Ouargla, sur les droits de l'enfance, ont mis l'accent sur l'encouragement des études scientifiques liées à la littérature pour enfants, un domaine culturel à même de développer les capacités cognitives de l'enfant.

Initiée dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale des droits de l'enfance (20 novembre de chaque année), la conférence virtuelle, diffusée sur le site Facebook de la bibliothèque principale «Mohamed-Tidjani» de Ouargla, a permis aux intervenants, auteurs et universitaires

spécialisés dans le domaine, d'appeler à la contribution des hommes de lettres et des académiciens en vue d'encourager les initiatives et les recherches scientifiques sérieuses ayant trait à la littérature pour enfants.

«L'impact de la littérature dans le développement de la personnalité de l'enfant» est le titre de la communication animée par visioconférence par Laid Djelloul, enseignant à l'Université de Ouargla, qui a mis l'accent sur le développement des capacités cognitives et littéraires de l'enfant, puisant dans des textes aux styles

simples et constants, pour lui permettre de faire face aux défis des nouvelles technologies.

Abondant dans le même sens, l'enseignant Hima Abdelhamid, de la même institution universitaire, a mis en garde, dans un exposé intitulé «Dangers de l'internet sur la culture de l'enfant en Algérie», contre les effets du réseau internet, riches en contenus multilingues susceptibles de nuire au développement de la personnalité de l'enfant. Les participants ont recommandé, au terme de leurs interventions, de trouver des mécanismes efficaces à

même de garantir l'interaction de l'enfant avec la créativité littéraire, d'élaborer des programmes dits «Spécial enfant» et multiplier les manifestations littéraires pour enfants. Organisée sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts, cette conférence virtuelle a été largement suivie par le public qui a apprécié l'organisation de pareilles initiatives allant dans le sens d'éveiller la conscience des parents sur l'importance de la littérature pour enfants et sur l'exploitation par ces derniers des nouvelles technologies.

L. B.

Ali Mouzaoui au sujet de l'écriture romanesque

«Un moyen de transcender les contraintes sociales»

L'écriture romanesque permet de transcender certaines contraintes de la production cinématographique pour mieux rendre compte de la réalité sociale, a considéré, jeudi à Tizi-Ouzou, le cinéaste et écrivain Ali Mouzaoui, auteur d'un film et d'un roman sur le poète Si Mohand Oumhand. «L'écriture romanesque permet plus de créativité et incite au développement de l'imagination du spectateur, dans la position de l'observateur, est dans un univers illimité», dira M. Mouzaoui, qui s'exprimait lors d'une émission de la radio locale consacrée au cinéma et à la littérature.

L'écriture romanesque favorise, a-t-il soutenu, «le développement de l'imagination du lecteur contrairement au cinéma, qui le fige dans un décor déjà choisi», faisant remarquer, à ce propos, que «le roman s'appuie sur la description la plus large qui laisse vaguer l'imaginaire, alors que le cinéma est une succession d'ellipses qui le réduisent».

De même que le roman permet, a-t-il poursuivi, de «transcender le poids de certaines réalités et contraintes sociales et culturelles dont l'expression demeure empreinte de pudeur dans notre société». Il y a, d'ailleurs, a-t-il souligné à ce titre,

«certains aspects de la vie du poète abordés dans le roman que nous avons délibérément évacués du film, à l'exemple de certains poèmes célébrant la femme et l'amour qui peuvent être lus par un lecteur, mais qui, par commodité sociale et culturelle, créaient des situations de gêne à être regardées en société».

Le cinéaste a fait également remarquer, lors de son intervention, que l'écriture, bien avant le cinéma, a été «un moyen plus efficace dans la transmission des vérités historiques», citant l'écriture de Mouloud Feraoun qui constitue «un certificat authenti-

cité de la réalité coloniale face à la propagande du colonisateur».

Abordant le film «Si Mohand Oumhand», dont le tournage est achevé et auquel il ne reste que quelques retouches techniques pour sa sortie, M. Mouzaoui dira que celui-ci «n'est pas un documentaire, mais un film fiction, un film d'art où les côtés fictif et imaginaire vont jouer un grand rôle dans la restitution de certains événements».

Des événements, a-t-il précisé, «personnels autant que collectifs ayant marqué la vie du poète qui a été un témoin d'une époque charnière de l'Histoire de l'Algérie, qui a vu son destin bas-

culé, lui qui était issu d'une famille aisée et destiné à des études savantes, a été bouleversé et lié à celui de tout le peuple dont il a côtoyé la douleur et la misère sur les routes».

S'agissant des perspectives s'offrant au cinéma national, M. Mouzaoui a plaidé pour «une véritable réflexion sur le cinéma national qui devra s'interroger sur l'ensemble des aspects qui contribuent à cet art, à commencer par situer le public auquel on s'adresse, comment susciter son intérêt et lui inculquer la culture cinématographique et les moyens à lui consacrer».

T. D.



Proche-Orient

Pompeo dans une colonie israélienne et au Golan, une première pour un secrétaire d'État

■ Première visite d'un secrétaire d'État américain au Golan et dans une colonie en Cisjordanie occupée, défense arbutée du label «Made in Israel» : Mike Pompeo a profité jeudi de sa tournée d'adieu au Moyen-Orient pour ancrer l'héritage de l'administration Trump en faveur de l'État sioniste.

Par Mourad M.

Sous une haute escorte militaire, le chef de la diplomatie américaine a visité jeudi après-midi le plateau du Golan, zone stratégique prise par Israël à la Syrie lors de la guerre des Six-Jours en 1967. Pour Damas, cette visite «est une démarche provocatrice avant la fin du mandat du gouvernement Trump et une violation flagrante de la souveraineté de la République arabe syrienne», a fait savoir, jeudi soir, le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué diffusé par l'agence de presse étatique Sana. «De telles visites criminelles encouragent (Israël) à poursuivre sa dangereuse approche hostile», a-t-il pour-

suivi. En 2019, le Président américain Donald Trump a fait des États-Unis le premier pays à reconnaître la souveraineté d'Israël sur ce plateau où vivent 25 000 colons israéliens aux côtés de quelque 23 000 Druzes qui se revendiquent pour la plupart Syriens tout en ayant le statut de résidents en Israël. «Il s'agit d'une part d'Israël et d'une part centrale d'Israël», a martelé M. Pompeo. Avant de se rendre dans cette région viticole, il avait déjà reçu une bouteille de vin baptisée en son honneur au vignoble israélien Psagot, dans une colonie de Cisjordanie occupée. La colonisation israélienne a connu un vif essor ces dernières années sous l'impulsion du Premier ministre Benjamin Netanyahu et depuis

l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche. Plus de 450 000 Israéliens vivent dans des colonies – jugées illégales au regard du droit international – en Cisjordanie, où vivent environ 2,8 millions de Palestiniens. Il y a un an, M. Pompeo avait décrété que ces colonies n'étaient plus, selon Washington, contrairement au droit international. «Pendant longtemps le département d'État a pris la mauvaise approche sur les colonies (...). Aujourd'hui il défend avec vigueur la reconnaissance que les colonies peuvent être légales», a-t-il réitéré jeudi. A Psagot, vignoble situé entre Jérusalem et Ramallah, Yaakov Berg avait dès 2019 débouché de bonnes bouteilles en l'honneur de M. Pompeo. Il avait préparé jeudi une «cuvée Pompeo» bonifiée d'une étiquette avec le hashtag «#madeinlegality» («conçu légalement»). «Nous n'avons pas volé cette terre», a affirmé à l'AFP ce vigneron au cœur d'une saga politico-judiciaire divisant Américains et Européens. Une décision française, validée en 2019 par la Cour européenne, a jugé que les produits des colonies en Cisjordanie ne pouvaient être estampillés comme étant originaires d'Israël. M. Pompeo a renversé l'équation non seule-



PH. > D. R.

ment en changeant la politique des États-Unis sur les colonies mais en se rendant lui-même dans une implantation, et en annonçant jeudi une modification des labels des produits de Cisjordanie. «Tous les producteurs dans les zones où Israël exerce son autorité (...) devront inscrire sur leurs produits "Israël", "Produit en Israël" ou "Fabriqué en Israël", lorsqu'ils exporteront aux États-Unis», a déclaré M. Pompeo. Et pour comprendre la nouvelle politique américaine – dont la pérennité reste inconnue dans la perspective de l'arrivée du démocrate Joe Biden à la Maison-Blanche en janvier –, il faut remonter aux accords israélo-

palestiniens d'Oslo, dans les années 1990, qui ont divisé la Cisjordanie en trois zones : A, B et C. Les deux premières forment 40 % du territoire et sont placées principalement sous contrôle palestinien. La Zone C (60 %) se trouve sous contrôle israélien mais avec l'idée d'un transfert prévu, et à définir, aux Palestiniens dans le cadre d'un accord de paix définitif. Or, pour Israël, la «Zone C», où sont situés l'essentiel de la vallée agricole du Jourdain et la totalité des colonies, ne peut être considérée comme un territoire «palestinien» mais «disputé», aucun accord n'étant encore intervenu sur une paix définitive. M. M.



Commentaire

Opportunité

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que les autorités américaines sont sur le point de mener à bien leur projet de faire quitter à une grosse partie de leurs troupes armées encore présentes en Afghanistan, certains sautent déjà sur l'occasion de gagner en influence dans la région. En effet, le Premier ministre pakistanais, Imran Khan, s'est engagé à contribuer à réduire la violence en Afghanistan et à œuvrer en faveur d'un cessez-le-feu entre les talibans et les troupes afghanes, lors d'une visite, jeudi, dans ce pays voisin ravagé par la guerre depuis 2001. «Nous constatons avec inquiétude que le niveau de violence augmente, malgré les discussions au Qatar entre les talibans et le gouvernement afghan», a déclaré Imran Khan à la presse, après une rencontre avec le Président afghan, Ashraf Ghani, pour sa première visite à Kaboul depuis son élection en 2018. «Le Pakistan fera tout, tout ce qui est possible, pour aider à réduire cette violence et à avancer vers un cessez-le-feu», a ajouté le Chef du gouvernement pakistanais, dont le pays est, de longue date, accusé par Kaboul de soutenir les talibans. Les violences ont augmenté ces dernières semaines en Afghanistan, malgré l'ouverture en septembre à Doha de pourparlers de paix entre les talibans et le gouvernement afghan. Elles sont surtout l'œuvre des talibans, qui cherchent ainsi à influencer le processus de paix, pour l'instant au point mort. Imran Khan a souligné que c'était le Pakistan qui avait d'abord persuadé les talibans de parler à Washington. Ces discussions ont débouché sur la signature à Doha, en février, d'un accord entérinant le retrait des forces américaines d'ici à mai 2021. Il a aussi vanté les efforts du Pakistan dans l'ouverture des négociations de Doha. «Nous, le peuple et le gouvernement du Pakistan, n'avons qu'une préoccupation (...), nous voulons la paix en Afghanistan», a-t-il affirmé. Les relations diplomatiques entre le Pakistan et l'Afghanistan sont tendues depuis de nombreuses années. De nombreux Afghans reprochent à leur voisin de s'immiscer dans les affaires internes de leur pays, d'aider les talibans et de délibérément déstabiliser l'Afghanistan. Islamabad a toujours rejeté ces accusations, même si de nombreux dirigeants talibans vivent à Quetta, dans le sud-ouest du Pakistan, et que les insurgés ont dans le passé bénéficié d'une large liberté de mouvement à la frontière avec l'Afghanistan. La semaine dernière, Islamabad a pour sa part reproché à l'Afghanistan de laisser l'Inde installer sur son sol des camps pour l'entraînement de groupes ayant pour objectif d'attaquer le Pakistan. Aussi bien New Delhi que Kaboul ont nié ces accusations. Ghani, dont les appels à un cessez-le-feu ont été à plusieurs reprises rejetés par les talibans, a réitéré son souhait d'une trêve immédiate. «La violence n'est pas la solution», a-t-il asséné. Ces six derniers mois, les talibans ont mené 53 attaques suicides et procédé à 1 250 explosions, qui ont tué 1 210 personnes et blessé 2 500, a indiqué, jeudi, le porte-parole du ministère afghan de l'Intérieur, Tariq Arian. Le Président pakistanais saute ainsi sur ce qu'il perçoit comme une opportunité rare de mettre la main sur un Afghanistan déstabilisé depuis plus de cinquante ans et qui est incapable de trouver par lui-même une porte de sortie pour offrir à sa population un semblant de sécurité.

Venezuela Maduro ouvre le secteur pétrolier à ses alliés avec une loi controversée

Son pays asphyxié sous le poids des sanctions économiques américaines, le Président vénézuélien, Nicolas Maduro, veut ouvrir le secteur pétrolier à ses alliés, comme la Chine, grâce à une loi controversée qui facilite les investissements sous anonymat. Cette loi dite «anti-blocage» a été approuvée le 8 octobre par l'Assemblée constituante chaviste qui fait office de pouvoir législatif. Elle autorise notamment le gouvernement à «ne pas appliquer» les règles juridiques «dont l'application est impossible ou contre-productive» en raison des effets des sanctions internationales. Tous les actes qui découlent de son exécution sont par ailleurs «secrets», sans aucun devoir de rendre des comptes. Nicolas Maduro lui-même a reconnu que la «loi anti-blocage permet tout», notamment d'encourager les investissements étrangers dans un secteur pétrolier en pleine déliquescence, pour «contrer» la batterie de sanctions des États-Unis, dont l'embarco pétrolier en vigueur depuis avril 2019.

Grâce à cette loi et les pouvoirs extraordinaires qu'elle lui confère, Nicolas Maduro peut désormais approuver des «privatisations» ou des ouvertures de capitaux, tout en préservant

«l'anonymat des personnes ou des entreprises» qui négocient avec le gouvernement, et cela au mépris des restrictions américaines, a expliqué à l'AFP l'expert pétrolier et professeur d'université, Luis Oliveros. Pour les spécialistes, cette loi est le préambule à un processus de privatisation incontrôlé et, par conséquent, un terrain fertile pour la corruption. Ali Daniels, avocat et directeur de l'ONG Accès à la justice, souligne que le «secret» permis par la loi anti-blocage viole la loi de 1976 sur la nationalisation de l'industrie pétrolière et la Constitution elle-même. En «dissimulant» les négociations par l'anonymat, «ce sera une loi parfaite pour les actes de corruption», ajoute-t-il. Les contrats concernant le secteur pétrolier doivent normalement être approuvés par l'Assemblée nationale, seule institution contrôlée par l'opposition et dirigée par son chef de file Juan Guaido. Les députés ont ainsi averti que toute personne qui conclurait des accords dans le cadre de cette loi pourrait juridiquement être poursuivie pour «association de malfaiteurs». Mais les décisions de l'Assemblée nationale, qui doit être renouvelée à l'occasion d'élections législatives le 6 décembre, sont systématiquement

annulées par la Cour suprême. Juan Guaido et les principaux partis d'opposition ont d'ores et déjà annoncé un boycott de ces élections, dénonçant une organisation frauduleuse. La production de pétrole brut du Venezuela, qui était de 3,2 millions de barils par jour il y a douze ans, est tombée à moins de 400 000 barils par jour au cours des derniers mois, retrouvant ainsi les niveaux des années 1930. Nicolas Maduro blâme Washington et sa batterie de sanctions pour cet effondrement, dénonçant «un blocus criminel». Nombre d'experts et l'opposition pointent du doigt le manque d'investissement et la corruption. Disposant des plus grandes réserves pétrolières au monde, le pays a dû récemment recourir à des navires citernes en provenance d'Iran pour pallier une pénurie aiguë de carburant. Parmi les potentiels investisseurs, M. Oliveros voit la Chine et la Russie, les principaux créanciers du Venezuela, ainsi que d'autres alliés du régime comme l'Iran. Lors d'une allocution télévisée, Nicolas Maduro s'est dit récemment «ouvert à une augmentation des investissements à tous les niveaux de l'industrie énergétique vénézuélienne de la part de la Chine».

Stephanie Williams, cheffe de la Mission des Nations unies en Libye

Les Libyens tracent la voie vers un avenir sûr et prospère, mais des défis les attendent

■ Après des années d'instabilité politique et de conflit, la Libye fait des progrès substantiels sur la voie de la paix, a déclaré, jeudi, la plus haute responsable de l'ONU dans le pays devant le Conseil de sécurité.

Par Moncef G.

Stephanie Williams, Représentante spéciale par intérim du Secrétaire général de l'ONU et cheffe de la Mission des Nations unies en Libye (Manul), a rappelé au Conseil le cessez-le-feu à l'échelle nationale convenu le mois dernier à Genève et le début d'un dialogue politique la

semaine dernière en Tunisie.

«Après de nombreuses années d'oppression, de division, de chaos, de misère et de conflit, les Libyens se rassemblent pour le bien de la Libye, pour le bien de leurs enfants et petits-enfants, pour tracer une vision libyenne de la voie à suivre qui offre la possibilité de préserver l'unité du pays et réaffirmer sa souveraineté», a-t-elle déclaré lors d'un exposé par visioconférence.

M^{me} Williams a rappelé que le cessez-le-feu historique pour la Libye avait été conclu à Genève le 23 octobre, où les membres d'une commission mixte, composée de représentants du Gouvernement d'accord national (GNA) reconnu par l'ONU et du général Khalifa Haftar, «ont mis de côté leurs différends et, guidés par leur esprit patriotique, ont répondu à l'appel du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial».

L'accord de cessez-le-feu prévoit le retrait de toutes les unités militaires et groupes armés des lignes de front, ainsi que le départ des mercenaires et des combattants étrangers de la Libye, dans les 90 jours.

Avec le maintien du cessez-le-feu, la Manul a facilité le dialogue entre le GNA et le général Haftar.

La commission mixte a élaboré les conditions d'un mécanisme de surveillance du cessez-le-feu, tandis qu'une route côtière essentielle pour les déplacements et le transport des marchandises a été rouverte et un programme d'échange de prisonniers est en cours.

«La forte diminution du nombre de victimes civiles par rapport au deuxième trimestre de 2020 est un autre rappel que



lorsque les armes sont réduites au silence, les civils sont protégés», a déclaré M^{me} Williams.

M^{me} Williams a convoqué les parties libyennes à Tunis la semaine dernière, pour ouvrir la voie à un dialogue politique. Les 75 participants, dont 16 femmes, représentaient les principales circonscriptions géographiques, sociales et politiques de la Libye.

Le Bulgare Nickolay Mladenov pressenti comme nouvel émissaire de l'ONU pour la Libye

Le dialogue organisé en Tunisie a donné le jour à une feuille de route politique, comprenant la tenue d'élections prévues le 24 décembre 2021, à

l'occasion du 70^e anniversaire de l'indépendance de la Libye.

L'actuel émissaire de l'ONU pour le Proche-Orient, le Bulgare Nickolay Mladenov, est en voie de devenir le nouveau médiateur onusien pour la Libye après un renoncement de l'Afrique à obtenir le poste et plus de huit mois de divisions au Conseil de sécurité, a-t-on appris mardi de sources diplomatiques.

«L'Afrique ne bloque plus cette nomination», a indiqué un diplomate cité par l'agence AFP. L'officialisation de Nickolay Mladenov devrait se faire dans le cadre d'un «paquet» de nominations incluant des fonctions pour des Africains, selon un autre diplomate.

La nouvelle mission politique de l'ONU au Soudan, créée en

juin, est à cet égard en attente d'un chef. D'autres missions de paix de l'ONU, comme au Mali, devraient aussi changer de titulaires qui arrivent en fin de mandat.

Le dernier émissaire de l'ONU pour le conflit libyen était le Libanais Ghassan Salamé, démissionnaire début mars pour raison de santé. Sa numéro deux, l'Américaine Stephanie Williams, a depuis assuré l'intérim, parvenant récemment à un accord pour des élections en décembre 2021.

Le remplacement de Ghassan Salamé s'est heurté à l'intransigeance des Etats-Unis. Avec un Européen comme nouveau médiateur, cette deuxième fonction devrait revenir à un Africain, selon des Africains.

M. G.

Tunisie/Covid-19

1 223 nouvelles contaminations et 70 décès enregistrés

Le ministère tunisien de la Santé a enregistré, jusqu'à mercredi, 1 223 nouvelles contaminations au Covid 19 et 70 décès. Ainsi, le bilan des cas confirmés d'infection au coronavirus est passé à 84 995, dont 59 334 personnes rétablies et 2 611 morts. A la même date, 1 521 malades atteints de la Covid-19 étaient hospitalisés, dont 288 en soins intensifs et 123 sous respirateurs artificiels et ce, dans les secteurs public et privé.

Réouverture lundi des mosquées

Le gouvernement tunisien a décidé, mercredi, de rouvrir les mosquées à partir de lundi prochain, dans le cadre d'un ensemble de mesures portant

sur l'allègement des restrictions anti-Covid-19. Lors d'une conférence de presse, Faouzi Mehdi, le ministre tunisien de la Santé, a déclaré : «Nous avons enregistré une stabilité relative à la vitesse de la propagation du coronavirus ainsi qu'au nombre de décès, cependant, les chiffres enregistrés demeurent élevés par rapport aux normes mondiales». Et d'annoncer que «la Commission nationale de lutte contre le coronavirus a décidé de rouvrir les lieux de culte, à partir de lundi prochain, pour les cinq prières uniquement et excepté la prière du vendredi».

Le ministre tunisien a insisté sur la nécessité du respect du protocole sanitaire lors de la réouverture des mosquées, tel que le port du masque et la distanciation sociale.

Le gouvernement tunisien avait décidé, le 29 octobre dernier, de fermer les mosquées dans le cadre des mesures restrictives afin de freiner la propagation du coronavirus.

Jusqu'à mardi, le nombre total des personnes affectées par le coronavirus en Tunisie a atteint les 81 723 cas, dont 2 445 décès et 56 748 guérisons, selon les données officielles du ministère de la Santé.

Maroc : 4 559 nouveaux cas confirmés et 77 décès en 24H

Un total de 4 559 nouveaux cas d'infection au coronavirus et 4 641 guérisons ont été enregistrés au cours des dernières 24 heures au Maroc, a annoncé, jeudi, le ministère de la Santé.

Le nouveau bilan porte à 311 554 le nombre total des contaminations, depuis le premier cas signalé le 2 mars, et à 257 992 celui des personnes totalement rétablies, soit un taux de guérison de 82,8 %, a précisé le ministère dans son bulletin quotidien sur la situation du Covid-19.

Le nombre de décès est passé à 5 090, avec 77 nouveaux cas recensés en 24 heures.

Le nombre de cas exclus s'élève à 3 421 980, après 17 931 nouvelles analyses négatives, alors que les cas actifs ont atteint le nombre de 48 472.

Concernant les cas sévères ou critiques, ils sont au nombre de 1 048, dont 91 placés sous intubation.

H. Y.

Migrants La justice espagnole valide les refoulements automatiques de Ceuta et Melilla

LE TRIBUNAL constitutionnel espagnol a approuvé jeudi les refoulements automatiques de migrants clandestins des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, sur la côte du Maroc.

La plus haute juridiction espagnole a annoncé dans un communiqué avoir validé la quasi-totalité de la loi sur la sécurité citoyenne de 2015, dont l'une des mesures permet de refouler de manière immédiate les migrants clandestins qui traversent la frontière depuis le Maroc.

«Le régime spécial pour Ceuta et Melilla de refoulement à la frontière des étrangers qui tentent d'y entrer illégalement (...) est conforme à la doctrine de la Cour européenne des droits de l'homme», a statué le tribunal.

L'institution a précisé que ces expulsions doivent se faire en respectant «les garanties» offertes aux étrangers par les normes internationales adoptées par l'Espagne, avec une «attention spéciale» aux plus vulnérables, comme les mineurs ou les femmes enceintes. Ces refoulements depuis les deux enclaves espagnoles, uniques frontières terrestres de l'Union européenne en Afrique, sont très critiqués par les ONG, qui y voient une atteinte au droit des migrants à demander l'asile.

Avant d'arriver au pouvoir en juin 2018, les socialistes s'étaient engagés à mettre un terme à ces pratiques, mais cette loi n'a pas été réformée.

La Cour européenne des droits de l'Homme avait annulé en février une décision antérieure condamnant l'Espagne, validant ainsi ces refoulements automatiques (appelés en Espagne «refoulements à chaud»).

Cette décision du tribunal constitutionnel concerne uniquement Ceuta et Melilla, où les arrivées de migrants ont chuté de 70 % depuis le début de l'année.

M. O.



La décision a été prise par la FAF

Report des assemblées générales électives à une date ultérieure

LA FÉDÉRATION algérienne de football (FAF) a informé les différentes Ligues régionales du report, à une date ultérieure, des Assemblées générales électives (AGE), prévues initialement à partir d'aujourd'hui 21 novembre, a appris l'APS, jeudi, auprès de l'instance fédérale.

La décision prise par la FAF, fait suite «aux directives du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, et du ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, concernant les dispositions supplémentaires de renforcement des mesures de prévention et de protection, engagées par les pouvoirs publics dans la gestion de la crise sanitaire, notamment l'interdiction relative aux réunions et assemblées générales»,

indique la FAF dans un courrier adressé notamment à la Ligue nationale inter-régions (LIRF) et à la Ligue nationale de football amateur (LNFA).

«Les secrétaires généraux sont tenus d'assurer la continuité du travail des commissions électorales, en attendant les nouvelles dates des AGE. A cet effet, un nouveau calendrier sera communiqué ultérieurement», conclut l'instance fédérale.

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a instruit, jeudi 5 novembre, les départements ministériels d'«interdire, jusqu'à nouvel ordre, l'organisation de séminaires, de colloques, de réunions ou tout autre regroupement qui constituent autant de facteurs de propagation de l'épidémie».

Ligue 1 2020-2021

La FAF maintient le championnat à 38 journées

LA FÉDÉRATION algérienne de football (FAF) a décidé jeudi de maintenir le système de compétition de la Ligue 1 professionnelle à 20 clubs et 38 journées, adopté initialement, refusant de revoir la formule comme souhaité par certains clubs, a appris l'APS auprès d'une source autorisée.

La décision a été prise au cours de la réunion du Bureau fédéral, tenue au siège de la FAF à Dély-Ibrahim (Alger), sous la présidence de Kheireddine Zetchi.

Le BF a également maintenu la date du début de la compétition, fixée au 28 novembre, précédé une semaine plus tôt par le déroulement de la Supercoupe d'Algérie entre le CR Belouizdad et l'USM Alger, aujourd'hui au stade Olympique 5-Juillet à huis clos (20h30).

Réunis le 26 août dernier au Centre technique national de Sidi-Moussa, les présidents des clubs de Ligue 1 professionnelle et leurs directeurs sportifs ont opté à l'unanimité pour un championnat à 20 clubs et 38 journées en tout, en aller-retour.

Ce changement est intervenu suite au léger remaniement du système de compétition pyramidal décidé par la FAF, après la suspension définitive de la saison 2019-2020 en raison de la pandémie de Covid-19.

Toutefois, des clubs tels que l'USM Alger, le CA Bordj Bou-Arreridj, ou encore la JS Saoura, ont proposé aux instances nationales une nouvelle formule avec deux groupes de dix équipes chacun (Centre-Est, Centre-Ouest), suivis de play-offs et play-downs, au lieu d'un championnat classique à 38 journées.

Le président de la Ligue de

football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, s'est dit «surpris» par le revirement de ces clubs.

«En août dernier, les clubs ont opté à l'unanimité pour un championnat à 20 clubs et 38 journées. Je ne comprends pas aujourd'hui le revirement de certaines formations qui veulent un autre changement, prétextant la situation sanitaire liée au Covid-19.

Aucun pays au monde n'a changé son système de compétition en raison de la pandémie.

Nous devons nous adapter à la situation», a-t-il déclaré mercredi à l'APS.

Super-coupe d'Algérie/USMA-CRB ce soir à 20h30

Qui sera le champion des champions ?

■ C'est ce soir, à 20h30, sera donné le coup d'envoi de la nouvelle saison footballistique en Algérie, après plus de huit mois d'interruption pour cause de Covid-19.



Qui de l'USMA ou du CRB aura le titre ?

Par Mahfoud M.

La FAF et la LFP ont choisi de débiter la saison avec la Supercoupe, qui sera plus une rencontre de gala et opposera le champion de la saison écoulée à celui de l'exercice précédent, ce qui est une première, étant donné que la logique aurait voulu que le champion donne la réplique au détenteur de la Coupe d'Algérie, ce qui n'était pas possible après son annulation. La Supercoupe opposera deux formations algéroises qui sont pratiquement dans la même situation. Le CRB a réussi à ramener des joueurs d'expérience et d'autres jeunes prometteurs en plus de deux Africains, alors que l'USMA a fait ses emplettes en France avec des

joueurs binationaux ramenés par le nouveau patron, Antar Yahia. Par ailleurs, les deux formations ont trouvé des difficultés dans leur préparation respective, en raison de l'infection de nombreux joueurs au coronavirus. Le Chabab a arrêté, d'ailleurs, les entraînements pour une durée de quinze jours, après l'infection de sept de ses joueurs en plus du coach français, Franck Dumas. Les Rouge et Noir n'ont pas disputé un nombre suffisant de matchs amicaux et ont dû annuler certains d'entre eux à cause de la pandémie et l'infection de leurs joueurs. Les gars de Belouizdad attachent une attention particulière à cette rencontre qu'ils souhaitent remporter pour bien débiter la saison. Même s'ils savent que la mission

ne sera pas de tout repos, les coéquipiers du gardien Merbah feront tout ce qui est en leur pouvoir pour gagner et remporter un autre titre. De son côté, l'USMA, avec l'arrivée de Sersport, la société nationale devenue actionnaire principal du club, souhaite aussi l'emporter pour débiter en force et envisager ensuite de réaliser une saison honorable, avec un titre comme objectif principal. A noter que la LFP a instruit l'arbitre d'imposer une minute de silence avant le début de la rencontre, en hommage à l'ancien président de la JS Kabylie, Mohand Chérif Hannachi, décédé vendredi derniers des suites du Covid.

M. M.

Belmadi : «Ce qui compte, c'est la sincérité»

et c'est tout de suite très difficile».

Le maître mot du succès de l'EN pour lui, c'était de «changer l'état d'esprit, savoir où l'on évoluait et être plus pragmatique. Ça, c'est tout ce qui a rapport au football. En dehors du terrain, il a fallu resserrer les boulons, mettre une trame de travail et installer un environnement propice à la réussite».

Au journaliste lui demandant s'il ne ferait pas son groupe pour conserver son harmonie, Djamel Belmadi a tenu à contredire gentiment son interlocuteur, lui expliquant ainsi que «soit on est assidu à ce que l'on fait, je sais que vous ne pouvez pas toujours l'être, soit on écoute ce qui peut se dire. Non, on évolue pas mal dans l'effectif, il y a beaucoup d'autres joueurs».

Interrogé, comme souvent, sur les joueurs bi-nationaux qu'il devait convaincre de rejoindre l'EN et sur le niveau de l'Algérie qui se rapproche progressivement de celui de la France, Djamel Belmadi a expliqué sa philosophie en la matière :

«Le terme de convaincre ne doit pas être utilisé. J'ai plus à expliquer, à proposer un projet, dire ce qui va être mis en place de la façon la plus sincère possible».

Après avoir rapidement balayé la question d'un match Algérie-France dont il n'a «aucune idée» de son éventuelle programmation,

le sélectionneur a eu à répondre à la question d'un auditeur qui l'interrogea sur sa lecture d'une CAN 2022 qui se jouera 4/5 mois avant une éventuelle Coupe du Monde. Il rétorque ainsi que «pour moi, a priori, c'est une bonne chose. On manque de dates FIFA, de matchs, notamment avec la pandémie. Avec une sélection, c'est difficile d'installer ce dont on a envie. Donc si un tournoi a lieu quelques mois avant cette phase finale, ça ne peut être qu'un avantage. Je le prends comme une opportunité», rappelant malgré tout que «ce ne sera pas une partie de plaisir de se qualifier à la Coupe du Monde, donc pensons d'abord à nous qualifier».

Enfin, face au journaliste qui lui demande, à moitié ironiquement, si l'Algérie sera la première sélection africaine à gagner la Coupe du Monde, Djamel Belmadi a rappelé ce qui avait fait son succès auprès des supporters algériens, à savoir l'humilité. «Évitons de nous rajouter de la pression, une toute petite phrase devient un énorme scoop en Algérie ! Sans faire les rabat-joie, il nous faut d'abord nous qualifier avec un match de barages qui sera face à une grosse cylindrée comme l'Égypte ou le Cameroun», mais aussi une grande ambition : «Si on y est, c'est qu'on le mérite, et on se préparera alors pour faire quelque chose de grand».

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Transition énergétique

L'Algérie et l'Allemagne visent à renforcer leur coopération

L'ALGÉRIE et l'Allemagne visent à renforcer leur coopération dans le domaine de la transition énergétique et à confirmer leur engagement pour œuvrer en synergie à son renforcement et développement, a déclaré le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Chems Eddine Chitour, lors d'une audience accordée, jeudi, à l'ambassadrice d'Allemagne en Algérie, M^{me} Elisabeth Wolbers. Les deux parties ont exprimé leur satisfaction quant à cette coopération et leur engagement pour œuvrer en synergie à son renforcement et développement, à travers la conclusion de partenariats avec une vision multidimensionnelle mutuellement bénéfique, au regard des potentialités et opportunités du secteur énergétique algérien et du savoir-faire allemand, a indiqué, hier, un communiqué du ministère de la Transition énergétique et des énergies renouvelables. Au cours de l'audience, le ministre a tenu à remercier l'ambassadrice d'Allemagne pour l'aide et la coopération exemplaires depuis de longues années. Il a été aussi passé en revue l'état des lieux de la coopération entre les deux

pays dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, qualifiée d'excellente et denses, basée sur la confiance et l'amitié, a ajouté la même source. M. Chitour a indiqué que les axes de coopération qui pourraient être approfondis avec la partie allemande sont notamment : la recherche de projets concrets qui intègrent la maîtrise des technologies de production, les transferts de savoir-faire et d'expertise, la formation et la recherche développement au sein de l'Institut de la transition énergétique de Sidi Abdallah. Pour sa part, l'ambassadrice s'est félicitée de la création du ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables qui permettra de collaborer plus étroitement sur des sujets d'intérêts communs. Par conséquent, les deux parties se sont engagées à fournir plus d'efforts dans cette coopération bilatérale pour un partenariat durable, notamment pour la mise en place du plan solaire. Il a été convenu d'organiser à Alger, au courant du premier trimestre 2021, une journée de l'énergie algéro-allemande dans le domaine de la transition énergétique.

May N.

Foot

La Super Coupe d'Afrique se jouera au Caire

LA SUPER Coupe d'Afrique 2020, initialement programmée au Qatar, se tiendra finalement au Caire, en Egypte, a annoncé hier la CAF dans un communiqué. «Après une évaluation conjointe du calendrier de leurs événements respectifs, la Confédération africaine de football (CAF) et la Fédération qatarienne de football (QFA) ont décidé que le Qatar n'accueillera pas la Super Coupe 2020, initialement prévue du 14 au 16 août 2020», a indiqué l'instance.

Cette épreuve honorifique oppose les vainqueurs de la Ligue des Champions d'Afrique et la Coupe de la Confédération. Le vainqueur de la Ligue des Champions sera connu vendredi prochain à l'issue de la finale, qui opposera les deux géants égyptiens : Al-Ahly et Zamalek au stade du Caire. Le vainqueur de la Ligue affrontera les Marocains de RS Berkane, détenteur de la Coupe de la Confédération.

R. S.

Aïn Témouchent

Un incendie ravage 7,5 hectares à la forêt de Sassel

UNE SUPERFICIE estimée à 7,5 hectares a été ravagée par un incendie qui s'est déclaré jeudi à la forêt de Sassel, dans la wilaya d'Aïn Témouchent, a indiqué, hier à l'APS, le directeur de wilaya de la Protection civile, le commandant Mourad Bensalem. Aucune perte humaine n'a été déplorée dans cet incendie, qui a été éteint hier vers 00h30 par les éléments de la Protection civile, ce qui a permis de sauver 7 000 hectares de patrimoine forestier situé sur la même bande forestière, indique la

même source. L'opération d'extinction des flammes à la forêt de Sassel, sise dans la commune de M'saïd, qui a duré environ 11 heures, a consisté en la mise en place d'un plan d'intervention spécial, vu la difficulté rencontrée par les unités des sapeurs-pompiers pour pénétrer au fond de la forêt, en raison des reliefs de cet endroit, nécessitant, parfois, l'ouverture de pistes pour faciliter l'entrée des engins d'extinction, selon le commandant Bensalem.

M. L.

Le masque s'impose de plus en plus



Djalou@hotmail.com

Corruption à Tébessa

Ouverture d'une enquête sur le trafic de foncier à Cheria

■ Les services de police de la daïra de Cheria, dans la wilaya de Tébessa, ont ouvert une enquête sur une affaire d'attribution illégale d'un lot de terrain par des fonctionnaires du cadastre, a indiqué, hier, la cellule de communication de la sûreté de wilaya de Tébessa dans un communiqué.

Par Slim O.

Cette enquête a été ouverte en coordination avec le parquet, suite à des informations parvenues aux services de la police dénonçant une subtilisation d'une assiette foncière dans la commune de Cheria, (45 km à l'ouest de Tébessa) par des fonctionnaires des services du cadastre dans la même collectivité locale, a précisé le

même document, relevant que dans le cadre de cette enquête, 23 individus, cadres et fonctionnaires du cadastre et élus locaux, ont été auditionnés. Les investigations approfondies ont démontré qu'une assiette foncière du domaine de l'Etat a été dérobée, que des documents officiels ont été falsifiés et des terrains ont été vendus d'une manière illégale avec la complicité de fonctionnaires, de cadres et d'élus locaux, a indiqué enco-

re le communiqué des services de la police. Après l'audition des parties concernées, présumés coupables et témoins, le dossier de cette affaire a été transféré au tribunal de Cheria, où les personnes impliquées sont poursuivies pour «abus de pouvoir», «octroi d'indus privilégiés», «faux et usage de faux en écriture publique», «falsification de données» et «atteinte à la propriété».

S. O.

El Tarf

Trois morts et un blessé dans un accident de la circulation à Besbes

Trois personnes ont trouvé la mort et une autre a été blessée dans un accident de la circulation survenu hier matin sur le tronçon de l'autoroute Est/Ouest, non loin de la commune de Besbes, a-t-on appris auprès du chargé de la communication de la Protection civile (de la wilaya d'El Tarf). L'accident s'est produit près de la localité de Sidi Djemil dépendant de la commune de Besbes, lorsqu'un véhicule touristique est entré en collision frontale avec un autre véhicule circulant dans le sens inverse, a précisé le lieutenant Seifeddine Merdaci. Trois victimes à bord des deux véhicules touristiques sont mortes sur le coup, tandis qu'une quatrième, sérieusement blessée, a été évacuée d'urgence vers l'hôpital Emir Abdelkader de Besbes, a-t-on ajouté. Les dépouilles ont été acheminées vers la morgue de l'hôpital de la même commune pour les besoins de l'autopsie, a-t-on également fait savoir.

Et un mort et un blessé à Tissemsilt

Le chef de la circonscription des forêts de la daïra de Bordj Bounaâma (Tissemsilt) est décédé et un agent de la même circonscription a été gravement blessé, suite au renversement de leur véhicule, a-t-on appris, hier, des services de la Protection civile. L'accident a eu lieu jeudi soir, lors d'une intervention d'extinction d'un incendie qui s'est déclaré dans la forêt de «Douilia», dans la commune de Beni Lahcen, lorsque le véhicule 4X4 à citerne, à bord duquel se trouvaient les deux victimes, s'est renversé, leur occasionnant des blessures graves, selon la même source.

Le chef de la circonscription des forêts de la daïra de Bordj Bounaâma est décédé au service des urgences de l'Etablissement public hospitalier de Bordj Bounaâma, a indiqué la même source. L'autre blessé est actuellement en soins intensifs.

Hania G.